

EDITORIAL

Les candidats officiels à l'élection présidentielle ne seront connus que le 16 mars prochain.

Sur les questions de défense sinon de sécurité, les armées restent inquiètes sur l'avenir (mais lequel ?) que le futur chef des armées leur donnera.

Il est peu vraisemblable que l'actuel président fasse des annonces nouvelles. En effet, son programme a largement été engagé depuis le Livre blanc de 2008 et je ne vois pas ce que Nicolas Sarkozy pourrait modifier ou promettre sans se déjuger. Il est possible sans doute de se référer à la journée de l'UMP du 20 septembre 2011 comme base de son prochain quinquennat éventuel.

En revanche, François Hollande, le candidat le plus susceptible selon les sondages d'être le prochain chef des armées, s'exprime ce dimanche 11 mars à Paris. Ses propos sont donc attendus pour que finalement les militaires puissent choisir leur candidat non pas en fonction d'une orientation politique mais en fonction des intérêts d'une communauté militaire aujourd'hui professionnelle.

Quelles sont les inflexions proposera-t-il ? Il s'est déjà exprimé sur la dissuasion nucléaire qu'il laisserait à deux composantes. Restent les missions à donner aux armées, le budget en rapport avec le PIB consacré à la défense (1,67% hors pensions), les équipements qui ne peuvent pas être une variable d'ajustement du budget national, enfin et surtout les effectifs. En l'occurrence, les armées ne pourront pas supporter pour leur fonctionnement une nouvelle diminution de leurs effectifs. Une aggravation de la RGPP serait un mauvais service à rendre aussi bien aux armées qu'à la Nation pour sa sécurité.

Le président

Sommaire

La campagne présidentielle Acte 2	1
Les coups de gueule !	4
<i>Silvère, portrait d'un guerrier désarmé</i>	4
<i>Pendant ce temps là, en Chine</i>	4
<i>La polygamie tolérée dans les armées ?</i>	4
Les coups de cœur !	5
<i>Un détachement peu connu</i>	5
<i>Un autre combat : contre les pirates</i>	5
Brèves	5
<i>Bilan chiffré de dix ans en Afghanistan</i>	5
Bibliographie	7

La campagne présidentielle Acte 2

Commentaires sur trois programmes présidentiels

« L'Humanisme sans la défense »

« On compromet leur avenir, on hypothèque leur futur, et comme ils ne peuvent pas se faire entendre, comme ils ne manifestent pas, on ne les prend pas en compte. Nous parlons au nom d'une catégorie que l'on sacrifie... Ceux-là n'ont pas de défenseurs ». Monsieur François Bayrou a bien raison de citer « les plus jeunes des Français » dans le contexte économique que nous vivons, mais que penser des jeunes Français qui portent l'uniforme, dont certains se sacrifient parfois pour la République, et qui repartent dans le civil avec pour seules indemnités de licenciement les décorations qu'ils ont fièrement gagnées ? Ceux-ci sont les oubliés de ceux que l'on sacrifie doublement.

Des trois projets présidentiels, ceux d'Eva Joly, Jean-Luc Mélenchon, ou François Bayrou, les jeunes des 33 000 militaires qui entrent et sortent de l'institution chaque année, ne font pas partie du paysage politique promis. Ils n'existent pas. Pourtant, ces trois projets ont cette ambition commune qui est celle de promouvoir l'humanisme, de rendre la société plus juste, dans un monde plus « écologique ». Force est de constater que chacun de nos trois politiques ont aussi exclu de leur vocabulaire ce qui devrait servir de référence à l'Unité Nationale pour ne penser qu'à l'Union Européenne et à ses vertus. A croire que l'élection présidentielle française n'en est pas une et qu'elle doit être subordonnée à des promesses électorales européennes. Exclu donc de leurs discours le vocabulaire qui pose visiblement un problème de communication : « *défense nationale française, engagement et emploi de nos forces, budget de la défense nationale, soldats, coût d'une guerre, pertes humaines, devoir de mémoire, rôle des armées dans la Nation, drapeau français* ».

Il est vrai qu'Eva Joly cite une fois « Défense française » dans son programme, mais en fondant cette défense française dans « *une force de défense européenne, sur le principe du désarmement* ». Une Défense désarmée en quelque sorte, sans pour autant préciser de qui elle sera composée. Peut-être de militaires virtuels sortis de consoles de jeux.

En revanche, elle déclare que nous engagerons en Afghanistan « *un plan de reconstruction et de réparation de guerre* », ce qui veut dire que nous avons à nous excuser auprès des autorités afghanes pour avoir mené une guerre et que nous devons « réparer » les dommages que nous aurions occasionnés ! Il est certain que nos militaires –français- vont comprendre pourquoi ils se sont battus et accompagnés dans des avions des cercueils couverts d'un drapeau tricolore. Parallèlement, la candidate des Verts propose au même niveau de mesures à prendre, de « *démanteler nos bases militaires à l'étranger et soutenir la reconnaissance de l'Etat de Palestine* » L'une et l'autre promesses devant très certainement permettre aux Français de mieux vivre. Ses propositions ne vont néanmoins pas assez loin car nous ne savons pas si nous devons « *réparation* » à l'Etat de Palestine et combien les Français devront payer.

Comme François Bayrou, les Verts sont inquiets du devenir de nos jeunes –français- et de leur donner un avenir. « *Chacune et chacun a droit à une deuxième chance, particulièrement les 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme* ». Les armées offrent bien une deuxième chance à ces jeunes mais que deviennent-ils après avoir terminé leur Contrat à Durée Déterminé ?

Alors que les armées pourraient réellement être un tremplin social pour les jeunes qu'elle incorpore dans ses rangs, c'est l'argent qui lui manque pour leur permettre de repartir dans le civil avec un vrai métier. On ne peut pas dépenser dans des campagnes de recrutement et assurer une formation qualifiante à tous ceux qui quittent une institution qui fait croire qu'elle s'est transformée en une armée de métier après la fin du service militaire. Madame Joly est bien consciente qu'il faut « améliorer la sécurité internationale » mais quand est-il de la sécurité nationale ?

Elle donne à la France la mission de contribuer à la « dénucléarisation du monde ». Belle ambition, de vouloir dépenser notre énergie (notre énergie naturelle) à vouloir sauver le monde du feu nucléaire ! En marge de ces propositions survolant à haute altitude la France, il est à noter son objectif de dissoudre la cellule « Afrique » de l'Elysée. Pourquoi pas ? Cela reste à discuter, d'autant plus que cette idée avait déjà été évoquée il y a cinq ans par un autre candidat à la présidentielle de l'époque. Reste la proposition « historique » des Verts de supprimer le défilé militaire du 14 juillet pour le remplacer par une fête monstre sur les champs Elysées. C'est une autre France qui existe bien

puisqu'elle espère bien se faire entendre lors de ces élections présidentielles.

Jean-Luc Mélenchon fait de son fond de commerce « *l'humain...dans l'ordre politique aussi, nous plaçons l'humain, les citoyens d'abord* ». Ses propositions sont en effet très humanistes : titularisations de 800.000 emplois précaires de la fonction publique. « *L'éducation, la santé, la protection sociale...les télécommunications, le logement, la Poste, la sécurité et la justice seront protégés comme notre patrimoine commun car ils assurent les conditions de l'égalité et de la citoyenneté* »...

Nous en déduisons que la sphère militaire n'assure donc pas les conditions d'égalité entre les jeunes français quel que soit leur origine, leur religion. La citoyenneté doit être une conception abstraite chez les militaires. La « chose » militaire semble être aussi motivante pour Jean-Luc Mélenchon que pour Eva Joly. Le candidat du Front de Gauche a une réflexion quand même un peu plus poussée que son homologue des Verts. Il veut rompre avec « *l'alignement libéral et atlantiste...pour agir en faveur de la paix, du règlement des conflits et du rétablissement du droit international* ». Comment fera-t-il pour y arriver et avec qui ? Il veut « *rappeler nos troupes engagées dans la guerre en Afghanistan mais il veut aussi se battre pour le droit souverain du peuple palestinien à disposer d'un Etat viable et indépendant* ». A en croire les Verts et le Front de Gauche, la Palestine est un enjeu primordial pour le bon fonctionnement du pays (notre pays, la France).

Dans son programme ont aussi été exclus les mots ou expressions se rapportant à la Défense Nationale de la France. Il est vrai qu'il est certainement plus facile de parler des Palestiniens que d'aborder des sujets franco-français. La question militaire étant effacée, celle de la police est néanmoins abordée pour proposer une « *intégration de toutes les polices de sécurité publique dans un service public unifié* ».

L'armée a en fin de compte eu de la chance de ne pas exister pour le Front de Gauche car toutes ses spécificités auraient pu être regroupées sous un uniforme identique et tous les militaires de l'Air, Mer et Terre auraient pu tous se retrouver sur un même navire ou sur une même base. Rien n'est impossible ! Le tout sous un prétexte d'humanisme, qui revient à chaque fois pour justifier des propositions qui vont servir la France. Celle de créer un « *Tribunal International de justice Climatique* » sous l'égide de l'ONU est une de ces idées géniales que l'on découvre seulement dans les circonstances d'une élection présidentielle et qui figure pour le

cas présent en toute lettre dans le programme du Front de Gauche. Il est certain que cette idée est bien plus facile à lancer que celle concernant le devenir de nos armées. Notre institution militaire attendait cela d'un candidat à la Présidentielle ?

Notre idéal, l'humanisme ! Pour « Bayrou le Démocrate », son programme est plus emprunt de références envers l'armée sans toutefois la citer clairement et encore moins s'intéresser à ses missions, ses hommes et femmes, ses attentes. Mais ses propositions sont sources de réflexions. Le candidat démocrate a cette juste remarque « *La crise économique que nous traversons est la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La France est affaiblie. Le chômage progresse de nouveau* ». Pourquoi dans ce cas, nous ne connaissons pas notre « retour sur investissement » de nos engagements guerriers de ces dernières années ? Est-il choquant de demander des comptes sur ce que nous ont coûté nos guerres et ce qu'elles nous ont rapporté alors que nous reconnaissons que nous sommes en pleine crise économique ?

François Bayrou n'accepte pas le non renouvellement des CDD, ce qui est une position juste et équitable. Mais pourquoi ne parle-t-il pas de la première entreprise d'intérim qui fonctionne principalement avec des CDD, ou trop bien informé de la situation, ne veut-il pas citer l'armée ? Son discours de défense est celui d'un Européen sans donner de priorité à la France. « Nous voulons une utilisation des symboles de l'Europe (drapeau, hymne...) », alors que notre propre drapeau n'est pas toujours respecté et que nous avons du mal à rassembler tous les Français autour de lui.

Dans le chapitre « Europe et international » de son programme, Monsieur Bayrou attribue à la France la défense d'un ordre mondial et dans le chapitre « *Bâtir une diplomatie et une défense au service de la paix* » nous apprenons en complément que « *la France ne pourra assurer sa sécurité qu'à travers une Europe forte, que la mutualisation d'équipements militaires doit permettre de faire des économies mais que face au développement de la menace, il faudra se protéger contre les missiles balistiques* ». De quoi craindre une guerre à l'avenir ? Eventualité qu'il laisse entendre en affirmant que « *Face à des armées toujours plus professionnelles, nous devons créer de nouveaux liens entre ceux qui exercent le métier militaire et la nation* ». En oubliant de promouvoir le drapeau français et en recherchant à faire chanter dans les écoles l'hymne européen à la place de la Marseillaise, cela ne semble pas être la bonne méthode pour y arriver.

Le candidat à l'élection présidentielle va plus loin en proposant à nos armées « *de s'ouvrir à des personnels venant d'itinéraires et d'horizons multiples, par une nouvelle politique de gestion des réservistes* », autrement dit, il réinvente le service militaire. Celui qui était le ciment de l'unité nationale. L'idée est louable mais alors que notre armée de métier n'arrive pas à stabiliser ses effectifs et à atteindre un niveau de professionnalisation digne d'une vraie armée de métier, le « projet humaniste » (c'est son appellation) du Mouvement démocrate annonce qu'il est favorable à la mise en place d'un corps de garde-côtes et d'une sécurité civile à l'échelon européen.

Nous ne réglons rien de nos difficultés de défense alors que nous revenons une fois de plus à proposer des mesures à l'échelon européen. Notre armée existe-t-elle encore ou a-t-on anticipé son acte de décès ? Un autre objectif du programme concerne une nouvelle fois « *la vocation européenne de l'Union européenne qui doit désormais favoriser la paix dans le monde en prônant des valeurs de démocratie, de respect des droits de l'homme et de respect de la diversité des cultures* ». Une bonne leçon d'humanisme qui a vu dans la guerre contre la Libye ses limites par l'utilisation massive de nos bombes sans que notre diplomatie se soit bien activée à l'éviter. Nous attendons d'ailleurs là encore des chiffres sur le retour sur investissement de cette guerre, comme de celle d'Afghanistan.

Une des propositions de Mr Bayrou verrait d'ailleurs toute son opportunité et son utilité à ce niveau. Il cite « *...il conviendrait de développer la pratique des commissions d'enquête parlementaires. Pour aller plus loin, on pourrait envisager d'instaurer une procédure tendant à la mise en jeu de la responsabilité politique d'un ministre devant l'assemblée nationale* ». Des commissions parlementaires ou d'enquêtes ont déjà été constituées pour tenter de comprendre des défaites militaires et attribuer les responsabilités de militaires. Sa proposition a du sens et à la sortie de guerres comme nous avons connu, elle est tout à fait justifiée.

Exceptés ce point et la volonté de Mr Bayrou d'avoir « *une diplomatie et une défense efficaces et respectées* », nous ne savons pas ce qu'il adviendrait de notre armée s'il était élu Président de la République. La « chose » militaire ne doit pas être pour lui aussi, la priorité à débattre pour se faire élire.

Les programmes de ces candidats se revendiquent de l'humanisme, de l'égalité, de la justice sociale. C'est bien et très vendeur dans une campagne

électorale de cette ampleur. Mais les jeunes Français portant l'uniforme et les professionnels du métier des armes qui servent la France, ne sont pas plus avancés que cela. Ils ne savent pas ce que l'on va faire de leur drapeau et d'eux-mêmes. L'évolution des effectifs, les dépenses en renouvellement des matériels, leur condition de vie, leur engagement dans des futures guerres, leur reconversion après l'armée, etc. ils n'en savent rien. La population française n'en sait pas plus et elle a d'autres préoccupations.

Ces programmes se distinguent par l'absence de débat et de proposition sur l'armée qui semble ne plus exister alors que nos militaires ont été durant ces dix dernières années employés sur de nombreux fronts et qu'ils ont donné leur vie pour accomplir la mission que leur avaient donné nos politiques. Eluder la question militaire permet tous les coups bas après les élections. C'est comme cela qu'il faut interpréter ces propositions et les discours s'y rattachant. Un discours de langue de bois qui profite du devoir de réserve de nos militaires et de la discrétion maladroite de nos anciens combattants, les uns ne réagissant pas pour défendre les intérêts des autres. Les politiques en profitent pleinement.

Une certitude en lisant ces programmes pour l'élection présidentielle française : nous ne sommes plus dans une dimension nationale mais européenne. Tant pis pour les préoccupations nationales et de défense de la patrie française, pourrait-on penser.

« On est en train de faire une campagne qui ne traite aucun des sujets essentiels du pays »

François Bayrou le 04 Mars 2012 BFMTV

La rédaction

Les coups de gueule !

Silvère, portrait d'un guerrier désarmé

La République française se désintéresse-t-elle du sort de ses ex-soldats?

Cette semaine, L'Express retrace le parcours du combattant d'un ancien para qui a servi en Afghanistan et a quitté l'uniforme en 2010. Depuis, [Silvère Zucchi](#) et son épouse peinent à boucler leurs fins de mois. La République se désintéresse-t-elle du sort de ses ex-soldats? Trouver un emploi: jamais Silvère Zucchi, 38 ans, n'aurait imaginé que cette mission-là serait la plus délicate de toutes. Celles qu'il menait dans la vallée de la Kapisa, dans le nord-ouest de l'Afghanistan, à Sarajevo (ex-Yougoslavie) ou encore en Afrique n'ont jamais fait douter ce caporal-chef des paras au moral d'acier.

« Au combat, c'est la première heure qui est stressante, explique l'ex-béret rouge, qui commandait en Afghanistan un détachement de trois blindés. Une fois la situation évaluée et la riposte organisée, on fait juste notre boulot. » Un jour d'octobre 2008, quand lui et 300 hommes sont pris durant des heures sous les feux croisés de talibans positionnés en fer à cheval dans les montagnes, dix-huit heures de combat sont nécessaires « pour sortir du merdier ». Pourtant, à écouter « Zuc », comme on l'appelle, sortir d'un guet-apens « en Afgha » est plus facile que de s'extraire du chômage.

Au printemps 2010, cette grande gueule a quitté le prestigieux 8e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIMA, basé à Castres, Tarn) après quinze années de bons et loyaux services. A l'heure où il abandonne l'uniforme, Silvère peut être fier des services rendus à la nation: **13 « OPEX » [opérations extérieures], 11 décorations, dont la médaille d'or de la défense nationale et le titre de reconnaissance de la nation.** Derrière sa réputation de « gros bourrin », il dissimule une vraie noblesse de guerrier. Depuis un an et demi, cependant, l'ex-soldat de choc a rejoint le plus gros bataillon de France: celui des demandeurs d'emploi.

« Chaque matin, je réponds à des annonces et je propose des candidatures spontanées par téléphone, raconte-t-il. Mais, le plus souvent, après un premier rendez-vous, l'employeur potentiel ne donne plus de nouvelles »...

Pendant ce temps là, en Chine...

En Chine, le montant du budget de la défense progresse de 11,2 % en 2012. C'est ce que vient d'annoncer l'Assemblée nationale populaire à la veille de l'ouverture de la session plénière du Parlement à Pékin. Le budget militaire chinois va atteindre 80,6 milliards d'euros (670,27 milliards de yuans) cette année. La Chine reste ainsi loin derrière les Etats-Unis et la Russie, mais cette nouvelle course aux armements inquiète notamment dans les pays voisins.

La polygamie tolérée dans les armées ?

Depuis plusieurs semaines, un article paru dans Ouest-France le 1er février 2012 circule sur la toile suite aux déclarations du secrétaire général de l'association Terre Fraternité. Cette association présidée par le général Thorette, ancien chef d'état-major et son fondateur, a la vocation à s'occuper des militaires blessés et de leurs familles.

A l'occasion d'une remise de dons, le secrétaire général précisait leur usage : *« Nous avons, par exemple, dans nos rangs, des soldats qui sont de confession*

musulmane et qui ont plusieurs épouses. La loi prévoit la prise en compte d'une seule épouse. Nous nous occupons des autres épouses ».

Ces propos montrent que la polygamie pour des raisons au moins religieuses est tolérée dans nos armées malgré la loi prohibant la polygamie.

L'interview tardive du général Thorette sur le site [Theatrum Belli](#) le 2 mars confirme cette ambiguïté entretenue. Tout en comprenant les raisons humanitaires évoquées par Bernard Thorette au profit de la famille « dite recomposée » du soldat mort au combat, nous ne pouvons qu'être surpris par ses propos qui ne démentent pas la polygamie évoquée : « *Les propos tenus ne correspondent à aucune réalité. Ces propos ont été prononcés de manière autant maladroite que totalement inappropriée* ».

De fait, la polygamie semble bien être tolérée dans les armées.

Les coups de cœur !

Un détachement peu connu

Le 16 février 2012, le détachement drone *Harfang* a effectué sa dernière mission sur le théâtre afghan après plus de 5000 heures de vol.

Avec plus de 5000 heures de vol réalisées sur le théâtre en 660 sorties, ce sont 3500 heures de vidéos qui ont pu être diffusées vers les forces et les centres de commandement. Environ 40% des missions des vecteurs *Harfang* ont été réalisées au profit des forces françaises et environ 60% au profit de contingents d'autres nations, principalement déployés dans la région Est.



Un autre combat : contre les pirates

Le 11 février 2012, la frégate *Aconit* a relevé la frégate *Floréal* au sein de l'opération européenne *Atalante* de lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Le 15 février 2012, elle a embarqué à Djibouti une équipe de protection embarquée (EPE) estonienne à son bord.

Depuis mai 2011, les bâtiments français engagés dans le dispositif *Atalante* opèrent avec des EPE estoniennes qui participent à la protection des navires du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et à l'interrogation des navires suspects. Les marins

estoniens reçoivent au préalable un entraînement spécifique de 16 semaines dispensé par des commandos marine à Lorient leur permettant d'être en mesure de réaliser la visite du navire lors de chaque contrôle d'embarcations suspectes.

Brèves

Bilan chiffré de dix ans en Afghanistan

Le nombre de civils tués pendant la période 2001-2010 est estimé à 22 000 et le nombre d'insurgés à 30 000. Les forces gouvernementales ont perdu environ 6 100 hommes et femmes. Les pertes en vie humaines au niveau des forces de la coalition s'élèvent à plus de 2 840 hommes dont 1 850 Américains, 390 Britanniques, 158 Canadiens et 82 Français. (...)

D'après l'OCDE, l'Afghanistan a reçu de ses pays membres une aide civile totale sous forme de dons de l'ordre de 25 milliards de dollars sur la période 2001/2009. En 2009, ces concours, qui ne comprennent pas ceux des pays non membres de l'OCDE comme l'Inde, la Chine ou l'Iran, se sont élevés à un total de 5,7 milliards de dollars, soit 45,6 % du PIB du pays. Pour 2010, les chiffres sont sensiblement équivalents avec une aide totale de 6,5 milliards de dollars, représentant environ 41 % du PIB. Le budget afghan pour l'année fiscale 2010/2011 s'élève à environ 8,1 milliards de dollars, comprenant 1,6 milliard de dollars de recettes internes et 6,5 milliards de dollars de l'aide internationale.

A ces concours de l'aide internationale civile, il faut ajouter les retombées directes des dépenses des forces militaires de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité. Pour l'année 2011, ces dépenses sont évaluées par le FMI à 160 milliards de dollars, dont 118 milliards pour les Etats-Unis. Selon les estimations du FMI, ces dépenses ont des retombées locales de l'ordre de 1,7 %, soit 2,7 milliards de dollars, ce qui correspond à environ 18% du PIB.

Rapport au président de la République sur la politique d'aide au développement en Afghanistan et la contribution des structures économiques françaises, par Françoise Hostalier, député du Nord (Janvier 2012). En ligne sur www.defense-et-republique.org

Pour s'informer :

www.defense-et-republique.org

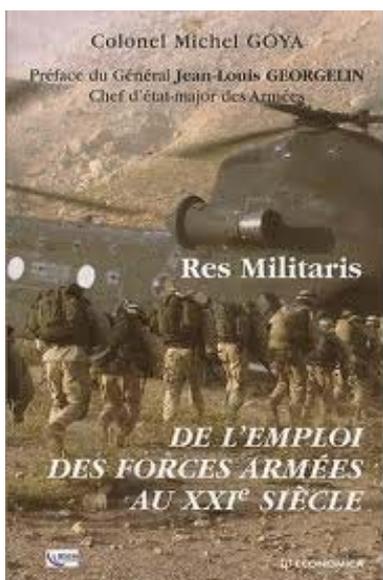
Pour réagir : www.defense.canalblog.com

Pour écrire : Roger Annette,
redaction@defense-et-republique.org

Pour nous contacter :

contact@defense-et-republique.org

Bibliographie



Présentation : Decrite

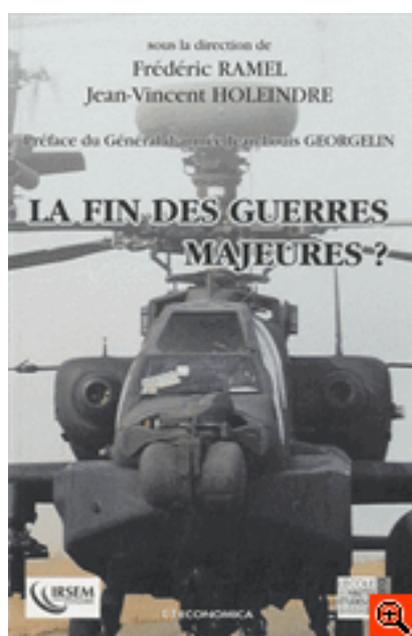
Editeur : [Economica](#)

Collection : [Stratégies & Doctrines](#)

263 pages

Les guerres entraînent des bouleversements dans la société, leur empreinte se faisant sentir sur des décennies. La disparition progressive des témoins directs complique évidemment la tâche de la transmission, l'échange étant source de réflexion.

Grâce au guide « Guide des lieux de mémoire », retrouvez les sites témoins des Guerres napoléoniennes à la Seconde guerre mondiale, ainsi que les monuments et les musées qui leur sont dédiés. Entretenez ce souvenir pour mieux comprendre le passé, car « Si l'écho de leurs voix faiblit, nous périrons », écrivait Paul Eluard.



Présentation : Decrite

Editeur : [Economica](#)

Collection : [Stratégies & Doctrines](#)

273 pages

Depuis 1945, la guerre a changé de visage au point qu'on hésite désormais à la nommer.

Interventions extérieures, guerres irrégulières, conflits asymétriques ou " de basse intensité "... De nouvelles expressions sont apparues pour souligner la singularité du contexte stratégique contemporain. Ainsi les conflits actuels sont-ils souvent présentés comme l'antithèse des guerres d'autre fois, qui étaient " grandes ", " totales " et " majeures ". Que s'est-il passé ? Comment interpréter les mutations de la guerre ? Comment les Etats occidentaux, dont les armées semblent avoir intériorisé le modèle de la guerre majeure tout au long du XXe siècle, peuvent-ils relever les défis soulevés par les formes contemporaines de la conflictualité ? A l'âge de la mondialisation, qui voit émerger de nouvelles puissances, peut-on écarter tout scénario de guerre majeure ? Telles sont les principales questions posées dans cet ouvrage qui croise les regards d'historiens, de philosophes et de politistes pour proposer une approche originale et synthétique des problèmes stratégiques d'hier et d'aujourd'hui.

De la Guerre de Trente ans à la Guerre Froide, il apparaît que les guerres majeures ont profondément marqué l'histoire et la pensée stratégique en Europe. Au XXIe siècle, la guerre devient à la fois plus limitée et moins lisible, au sens où la technologie ne représente plus la solution tactique adéquate et où la victoire politique tarde à se concrétiser. Le reflux des guerres majeures ne préfigure pas la disparition de la guerre. C'est la raison pour laquelle il ne faut cesser de la penser.

